

Et cette différence, à peu de choses près, en plus ou en moins, doit être couverte par les amortissemens des bureaux dont on n'a point encore reçu les comptes d'opérations. Quelle nécessité y avait-il donc de créer tant de bons qui sortaient par charretées du palais; d'une si large combinaison; de tant de bruit; de tant de charges; et surtout de tant de scandale, pour arriver à un résultat aussi insignifiant? M. Jecker lui-même a fait en différentes occasions des opérations plus importantes et qui lui ont surtout été plus avantageuses, sans que ces opérations aient causé la ruine de cette malheureuse République, en entraînant pour elle des conséquences que personne ne peut prévoir.

MÉDIATION ANGLAISE.

M. MIRAMON ATTAQUE POUR LA SECONDE FOIS LA VILLE DE VÉRACRUZ ET EN EST DE NOUVEAU OBLIGÉ DE LEVER LE SIEGE.

Une erreur capitale des gouvernemens établis est la prétention qu'ils ont tous d'être infaillibles et de faire dériver cette infaillibilité du principe même de leur souveraineté.

Dans cet ordre d'idées l'*infaillibilité* et la *souveraineté* sont pour eux deux mots parfaitement synonymes. Ils expriment l'un et l'autre cette haute puissance qui domine toutes les autres, dont celles-ci dérivent, qui gouverne et n'est pas gouvernée, qui juge et n'est pas jugée.

De là vient qu'au point de vue gouvernemental, l'autorité ne doit pas, nous pourrions presque dire ne peut pas se tromper; et que ce qu'elle a décidé, dans la haute sagesse de sa raison, il faut l'exécuter coûte que coûte; car, reconnaître son erreur, ce serait renoncer à l'infaillibilité, et renoncer à l'infaillibilité, ce serait en quelque sorte abdiquer; or, les gouvernemens peuvent quelque fois succomber sous la pression de l'opinion populaire; ils n'abdiquent jamais!

Il y a cependant des cas où, sans reconnaître explicitement qu'ils se sont trompés dans l'adoption de telle ou telle mesure, certains gouvernemens peuvent être obligés par la nature même des institutions politiques dont ils dérivent de tenir compte, jusqu'à un certain point, de l'opinion publique, et de réagir, bon gré malgré, contre leurs propres décisions. Dans ce cas, l'habileté consiste à savoir prendre à propos le vent de cette opinion, et surtout à graduer les concessions de telle manière qu'elles ne paraissent jamais ce qu'elles sont en réalité; nous voulons dire la confession d'une erreur qui porterait un coup mortel au dogme absurde de l'infaillibilité gouvernementale.

C'est ainsi que s'est conduit dans la question du Mexique le ministre anglais, dont le chargé d'affaires, M. Lettsom, puis le représentant officiel, M. Otway, avaient l'un et l'autre reconnu l'administration réactionnaire émanée du plan de Tacubaya.

Il a d'abord profité de l'horreur que causait au monde entier les assassinats commis dans ce village, le 11 avril 1859, par ordre de Marquez et de Miramon, pour faire déclarer à M. Muñoz Ledo, par son Ministre, M. Otway¹, qu'il n'était pas certain d'avoir bien agi en donnant une préférence non interrompue au gouvernement dont ce ministre était l'organe: et persistant plus tard dans la même idée, il répondit le 16 décembre 1859, à certains négociants anglais qui le priaient de déclarer que le seul gouvernement de fait était celui près le quel était accrédité le Ministre Britannique: "Il est difficile de dire quel est, au Mexique, le gouvernement de fait, car tandis que la France, et l'Angleterre reconnaissent l'autorité du président qui est en possession de Mexico; les Etats-Unis reconnaissent celui qui siège à Veracruz."

Ce qui traduit en langage vulgaire, signifiait si nous ne nous trompons: que si le droit avait d'abord paru à Lord John Russel être du côté du gouvernement réactionnaire, uniquement, sans doute, parce que le représentant de l'Angleterre avait commis la faute de reconnaître ce prétendu gouvernement, il n'était pas bien sûr, après

¹ Voir à la page 91 de ce volume la note officielle, en date du 4 août 1859, adressée par Mr. Otway à M. Muñoz Ledo.

avoir mûrement réfléchi aux conséquences qu'avait déjà entraînées cette faute, que ce même droit ne fut plutôt du côté du gouvernement qui siégeait à Veracruz; et qu'avant de persévérer dans l'erreur commise par le gouvernement anglais à l'instigation de son agent, il voulait s'assurer si cette erreur pourrait, ou non, s'imposer par sa seule puissance au pays qui la rejetait.

Ce fut le premier pas dans le chemin de la réparation. Puis vint le rappel de M. Otway, personnage tellement compromis par sa faiblesse et sa partialité envers les réactionnaires, qu'il en était devenu embarrassant; ce fut le second: et enfin la dépêche suivante, en date du 26 janvier 1860, par la quelle Lord John Russel, Ministre des relations extérieures du gouvernement anglais, donnait ordre à son chargé d'affaires au Mexique, M. George B. Mathews, d'offrir la médiation de l'Angleterre aux deux partis belligérans.

“ 26 janvier 1860.

“ J'ai reçu et présenté à la reine vos dépêches depuis le num. 19, écrite le 6 novembre, jusqu'au num. 30, inclusivement, qui porte la date du 31 du mois dernier.

“ Ces dépêches peignent avec des couleurs plus fortes encore que celles de vos dépêches antérieures les résultats de la désorganisation dans la quelle est tombé le Mexique, tant au point de vue politique qu'au point de vue social, et nous devons attendre désormais que chaque courrier nous apportera la nouvelle de quelque outrage récent commis sur la personne des sujets inoffensifs de S. M.

“ L'absence de tout gouvernement stable; le relâchement de tous les liens politiques et sociaux; la violation constante des lois et de la justice; les actes arbitraires des chefs mexicains; l'oubli manifeste et étudié des égards dûs aux droits des étrangers; tel est l'état actuel du Mexique; mais n'y a-t-il donc aucun moyen de mettre fin à une situation aussi déplorable?

“ Le gouvernement de S. M. ne veut pas croire qu'il y ait quelque chose dans le caractère mexicain ou dans les institutions du pays qui s'oppose au respect que les individus, aussi bien que les gouvernements,

se doivent à eux-mêmes; ni que les chefs mexicains qui se sont rendus si célèbres par les outrages qu'ils ont prodigués aux étrangers, se fussent montrés si oublieux des droits des tiers, de leur propre réputation et de la renommée de leur pays, s'ils ne s'étaient trouvés sous l'influence de passions furieuses, surexcitées au delà de toute expression par les conséquences immorales d'une guerre civile qui dure depuis si long temps.

“ Je ne veux pas caractériser en langage trop fort une série d'actes et une continuité de désordres qui ont presque réduit à l'état de barbarie un pays que la nature a doté de ses plus magnifiques faveurs; mais je dois dire cependant que la conduite des deux gouvernements qui se partagent la République, est aussi contraire à la justice et au respect qui se doit aux traités, qu'à la lettre générale des lois internationales.

“ Le gouvernement de S. M. verrait avec satisfaction la signature d'un armistice de six mois ou un an, pendant le quel on procéderait à la nomination d'une assemblée nationale impartialement élue, et qui aurait mission de pourvoir au gouvernement futur du pays.

“ Le gouvernement de S. M. ne prétend en aucune manière imposer les conditions de ce gouvernement; mais il devrait être tel qu'il pût faire espérer le retour de l'ordre et de la stabilité, et pour arriver à ce résultat, il serait à désirer que le pouvoir exécutif eût un caractère de permanence.

“ Le gouvernement de S. M. croit encore qu'il serait nécessaire de proclamer une amnistie générale, et de déclarer la tolérance civile et religieuse; parceque ce n'est qu'en se faisant des concessions mutuelles que les partis contendants pourront espérer rétablir la paix.

“ Si ce conseil, donné uniquement en vue de la prospérité de la République, n'est point accepté, le gouvernement de S. M. n'aura plus d'autre ressource que de demander, aux deux partis qui se disputent l'empire, une réparation proportionnée aux préjudices causés par eux aux sujets britanniques.

“ Vous lirez cette dépêche et vous en laisserez une copie au ministre des relations extérieures; vous en enverrez également copie à M. le

capitaine Aldham, pour qu'il la communique au gouvernement de Vérazcruz; et vous préviendrez le gouvernement central que vous êtes disposé à transmettre de sa part à cet officier, les propositions qu'il jugerait convenables de faire pour arriver à un arrangement.

“Pendant que j'écrivais cette dépêche, j'ai reçu le message du Président des Etats-Unis. Le Président propose au gouvernement anglais d'abandonner la politique qu'il a suivie jusqu'à ce jour, afin d'amener le triomphe du parti libéral représenté par M. Juarez, sur le parti clérical représenté par le général Miramon. Mais quelle que soit la faction qui réussisse à s'imposer, le gouvernement de S. M. ne croit pas que la concorde puisse jamais se rétablir à la suite d'un triomphe obtenu par le force.

“Je suis &c....

Signé, JOHN RUSSELL.

“A M. George B. Mathews, chargé d'affaires de S. M. B. près le gouvernement de Mexico.”

Cette dépêche avait le tort de laisser croire que Lord John Russell, aussi bien que ses prédécesseurs, n'avait point encore pris son parti à l'égard du gouvernement qu'il devait soutenir au Mexique; ou plutôt d'établir que, solidaire malgré lui de la politique de ses devanciers, il lui répugnait de reconnaître que le gouvernement avait été jusque là trompé par ses agents, et que les outrages dont il se plaignait avaient été justement commis par les gouvernements intrus que les ministres anglais avaient reconnus.

De là son refus de déclarer ainsi que le désiraient les auteurs de la pétition dont nous avons parlé, *que celui des deux gouvernements près duquel était accrédité le Ministre britannique devait être considéré comme gouvernement de fait*; et les termes ambigus de sa réponse à ces négociants: *Il est difficile de dire quel est le gouvernement de fait, car tandis que la France et l'Angleterre reconnaissent l'autorité du président qui est en possession de la ville de Mexico, les Etats-Unis reconnaissent le président qui siège à Vérazcruz.*

L'administration réactionnaire ne se méprit ni sur la portée de cette dépêche, ni sur le but de la médiation. Ce but ressortait trop clairement du parraphe dans le quel le gouvernement anglais conseillait de déclarer la tolérance civile et religieuse pour qu'on pût un seul instant s'y tromper: aussi ne voulant ni adhérer à un conseil qui était son arrêt de mort, ni indisposer par son refus une puissance qu'elle avait tant d'intérêt à ménager, elle chargea le principal organe du parti qu'elle représentait, la *Sociedad*, de répondre au nom de ce parti à la mise en demeure du Ministère anglais.

Voici comment après avoir déclaré que l'Angleterre par cette exigence, semblait prendre fait et cause en faveur de ceux qu'il nommait les rebelles, s'y prit ce journal, dans son numéro du 4 avril 1860, pour réfuter cette partie de la dépêche précitée.

“Tolérance civile! En vérité nous ignorons de quelle espèce de tolérance il peut être ici question, si ce n'est celle qu'on ordonnerait à la police d'observer dans la répression des délits et des crimes ordinaires. La liberté civile, premier besoin de la République dans son état actuel, consiste dans la sécurité des personnes et des intérêts des citoyens, et comme cette sécurité ne saurait exister que par la répression des attentats commis contre la société, il en résulte que la tolérance civile ne serait rien moins que la destruction, la mort de la liberté civile.

“Si c'est là la liberté civile que l'Angleterre voudrait voir établir au Mexique, si la phrase dont s'est servi Lord Russell a été mal traduite, ce que nous ne pouvons savoir avant d'avoir eu sous les yeux le texte de sa note, nous sommes entièrement d'accord avec Sa Grâce, et nous croyons inutile de rappeler ici que dans notre humble carrière de journaliste nous n'avons cessé de demander la liberté civile pour notre pays, comme condition vitale de toute société médiocrement organisée et comme base nécessaire de la liberté politique bien comprise. Le citoyen, en allant déposer son vote dans le scrutin électoral, veut avoir la certitude presque entière qu'il ne sera pas assailli en chemin et qu'il ne trouvera pas sa maison dévalisée à son retour.

“Si ce qu'exige Lord Russell est la tolérance en matière d'opinions politiques, nous tomberons aussi d'accord avec lui à cet égard; tou-